

hauts fonctionnaires, enfin tout ce que Paris renferme de célébrités politiques, nobiliaires, financières et industrielles.

» Vers trois heures, Sa Majesté l'Impératrice est arrivée en américaine conduite à la Domon. On remarquait à cet atelage une agréable innovation : les cocardes qui ordinairement rehaussent le harnachement des chevaux, étaient remplacées par des branches de lilas artificiellement fraîches qu'on les eût crues naturelles.

Et qui vous dit, M. Boniface, qu'elles ne l'étaient pas ?...

Les dernières élections à l'Académie française donnent lieu, parmi les organes de la presse parisienne, à une polémique fort animée ; nous lisons dans le JOURNAL DES DÉBATS, sous la signature de M. Allouy :

« Les attaques et les injures dont M. Littré a été l'objet n'ont rien à sa renommée dans le monde des sciences et des lettres, à la profondeur et à l'étendue de ses connaissances, à la noblesse de son caractère et à l'estime dont il est universellement entouré. Membre déjà depuis bien des années de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, M. Littré a échoué, hier, devant l'Académie française. C'est un malheur dont il trouvera aisément la consolation dans ses travaux eux-mêmes. Des hier, ceux de ses amis qui accouraient tout émus pour lui annoncer son échec, l'ont trouvé calme et tranquille et n'ont pu qu'avec peine détourner un moment son attention de ses livres. Nous ne plaignons donc pas beaucoup M. Littré, mais nous regrettons profondément que l'Académie française, cette Académie qui se faisait honneur, à juste titre, d'avoir compté parmi ses membres les Montesquieu, les Voltaire et tous les libre-penseurs du dernier siècle, ait hier conspué définitivement dans son sein une nouvelle Congrégation de l'Index. »

Pour extrait : J. REBOUX.

Pologne.

On écrit de Varsovie à la Gazette de Breslau :

« Plus de quarante personnes venant de Radom ont été amenées avant-hier dans la capitale sous forte escorte. Ces malheureux ont été condamnés par le conseil de guerre de Radom à être déportés en Sibirie.

« Un corps de quelques milliers d'insurgés s'est formé en Mazovie, sous le commandement de Czapliski. Son quartier-général est à Przysucha, non loin du fleuve Rlica. Ce corps principal s'est divisé en détachements que commandent Lapinski et Wisniowski, deux hommes qui se sont distingués en Italie. Beaucoup de jeunes gens quittent Varsovie tous les jours ; la manière dont ils parviennent à échapper aux recherches de la police est réellement étonnante.

» Cracovie, 18.

« Le gouvernement autrichien semble vouloir être prêt à toutes les éventualités. L'ordre a été envoyé à tous les chefs de districts de mettre tous les ponts en bon état pour assurer le passage de l'artillerie.

» Galicie, 21.

« On remarque un contraste frappant entre le langage de la presse de Vienne et les actes des hauts fonctionnaires autrichiens en Galicie. Les journaux de Vienne sont sans contredit très enthousiastes pour l'insurrection polonaise, tandis que d'après les dernières instructions, il est permis aux employés de la police en Galicie de demander le concours des paysans pour surveiller les frontières, contrôler les étrangers, et enfin pour les autres services de la police. Aussi tout le monde se trouve-t-il maintenant à la merci des paysans qui, peu civilisés, se livrent pour la plupart aux plus grands excès.

La Gazette de l'Est donne, d'après la lettre d'un voyageur, la description suivante du camp des insurgés à Paisern :

Aussitôt qu'on a passé la frontière prussienne, on trouve un poste de deux tirailleurs qui arrêtent les voitures et s'informent du but du voyage.

Lorsqu'on approche de la ville, on rencontre un nouveau poste. Dans la ville, on est obligé d'annoncer son arrivée au commandant.

Les insurgés, au nombre de plus de 1,000, campent sur la place du Marché. Ils étaient en train de faire la soupe quand nous sommes arrivés. Tous paraissent gais et pleins de confiance. Le corps était divisé en 4 sections. La première section se compose de tirailleurs avec baïonnettes, la deuxième de tirailleurs sans baïonnettes, la troisième de faucheurs, la quatrième de hulans montés sur de très bons chevaux. Tout le monde avait des armes et beaucoup étaient revêtus d'uniformes.

Parmi les faucheurs, il y avait des jeunes gens de 18 ans. La veille, une colonne était partie déjà ; les tirailleurs avec baïonnettes en avant et derrière eux plusieurs voitures de bagages, puis les tirailleurs sans baïonnettes avec d'autres voitures, et ainsi de suite. Le nombre des voitures était de 40 en tout. Les habitants leur ont fait les adieux les plus touchants.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

L'Agence Havas nous communique les dépêches télégraphiques suivantes :

Cracovie, 27 avril.

Contrairement au bruit qui a couru, le marquis Wielopolski reste au pouvoir. Le ministre de l'intérieur, baron Keller, s'est reconcilié avec lui par ordre du grand-duc.

Copenhague, 26 avril.

La députation chargée d'offrir le trône de Grèce au prince Georges de Danemark est arrivée. Elle se compose de 12 membres parmi lesquels M. Zianus, président, l'amiral Canaris, M. M. Mavrocordato et M. Dosios.

Londres, 27 avril.

Le Daily Telegraph annonce que le gouvernement anglais a résolu d'envoyer tous les bâtiments cuirassés disponibles aux Indes-Occidentales. Le Warrior et le Black Prince seraient déjà désignés.

Saint-Petersbourg, 27 avril.

Des députations viennent d'arriver de Moscou pour remettre à l'Empereur de la part de la noblesse de la Douma (municipalité) et des Roskolniks (dissidents), des adresses dans le sens de celles de Saint-Petersbourg.

Vienne, 26 avril.

La correspondance générale annonce que lord John Russell a, comme M. Drouyn de Lhuys, envoyé une circulaire dans laquelle il invite les cabinets allemands à se joindre aux démarches faites par les trois puissances à St-Petersbourg, en faveur de la Pologne.

Le bruit court que le parlement autrichien (Reichsrath) sera convoqué pour le 28 mai.

Francfort, 27 avril.

L'Europe annonce que ministre de Bade à Vienne a présenté à M. de Rechberg la note relative à la reconnaissance du royaume d'Italie par le gouvernement Grand-Ducal. M. de Rechberg n'en a pas demandé copie. Les gouvernements allemands examineront si un membre de la Confédération, n'ayant pas le rang de puissance européenne, peut reconnaître un Etat, contrairement à la Diète germanique.

Turin, 27 avril.

L'Opinion a reçu de Rome les nouvelles suivantes :

Le bruit court que Tristany a donné sa démission de chef de brigands ; il serait remplacé par Perraconte. Tristany va partir pour Trieste.

D'après un autre bruit, le Pape cédant

aux efforts de la camarilla de Mérode, accepterait la démission du cardinal Antonelli.

200 brigand sont partis de Rome, se dirigeant sur Aquila. Le gouvernement italien a pris ses mesures en conséquence.

Les vexations fédérales à l'égard de l'Angleterre.

Les fédéraux américains auraient l'intention de chercher, coûte que coûte, une querelle aux Anglais, qu'ils n'agiraient pas autrement qu'ils ne le font depuis quelques mois. On dirait vraiment qu'ils ont oublié la pitoyable figure qu'ils ont faite dans l'affaire du Trent ; à moins toutefois qu'ils ne s'en souviennent pour demander une revanche. S'il en était ainsi, ce serait un de ces beaux coups de désespoir, qui secourent parfois ceux qui ont recours, mais qui plus souvent achèvent de les perdre.

Ce qui est incontestable c'est que les procédés employés par les croiseurs fédéraux à l'égard du steamer anglais Peterhoff se rendant de Liverpool au port mexicain de Matamoros, et du Dolphin, expédié d'un port anglais pour un autre port anglais, Nassau, et saisi à sa sortie de Saint-Thomas, dépassent de beaucoup en outré la violence que ce qui s'est fait à l'égard du Trent. Le Trent, il est vrai, portait la malle anglaise, sous la conduite d'un officier de la marine militaire commissionné pour ces fonctions, mais le Peterhoff portait aussi des dépêches qui lui avaient été confiées par le directeur général des postes anglaises et n'avait pas à son bord des personnes notoirement rebelles et allant susciter des ennemis à leur pays natal, comme étaient MM. Mason et Slidell embarqués sur le Trent.

On peut donc dire sans exagération que l'audace des croiseurs fédéraux n'a fait que croître depuis la rude et humiliante leçon qui a été infligée à leur pays il y a quinze mois. — Quant au gouvernement anglais, il est certes le seul juge de ce qu'exige sa dignité ; mais il est évident qu'en ce moment sa patience et sa tolérance dépassent de beaucoup les limites posées par lui lors de l'affaire du Trent. Aujourd'hui, c'est l'Angleterre qui recule et ce sont les fédéraux qui poussent leur pointe avec une merveilleuse audace.

On annonce que le Peterhoff, soumis au jugement d'une Cour d'amirauté fédérale, a été déclaré de bonne prise et mis en vente pour le compte du gouvernement américain. Le ministre anglais acquiescera-t-il à ce jugement ? C'est ce qui reste à savoir ; mais on peut constater dès à présent que l'opinion publique en Angleterre se prononce très énergiquement contre la tolérance du comte Russell. Le Times ne craint pas de dire qu'en reculant ainsi, on va directement à ce qu'on paraît tenir à éviter, c'est-à-dire à la guerre.

Les armateurs anglais se voyant si faiblement soutenus ou même tout-à-fait abandonnés par leur gouvernement, ont pris, en désespoir de cause, le parti — qui a dû beaucoup coûter à l'orgueil national — de s'adresser au ministre américain à Londres, M. Adams, pour lui demander une sorte de sauf-conduit pour leurs navires expédiés au Mexique. Mais le ministre américain a décliné cette demande dans la lettre suivante adressée à M. Gourlay, armateur de Sunderland :

« Monsieur,

« Je ne suis point autorisé à octroyer ce que vous proposez à l'égard de vos navires. Il est infiniment à regretter que les fraudes notoirement commises dans ce royaume par des individus malintentionnés aient pour effet de mettre en suspicion les commerçants honnêtes, que le Gouvernement des Etats-Unis assujettit à de graves inconvénients ; mais avec les preuves de ce qui se passe et qu'il a entre les mains, il paraît absolument impossible d'avoir confiance dans toutes les protestations qui se font à l'égard du commerce de

Matamoros. Si, dans le cours de l'examen qu'il est en droit de faire, ceux qui se conduisent de bonne foi éprouvent quelque inconvénient, ils doivent s'en prendre d'abord à ceux de leurs compatriotes qui abusent du privilège de leur pavillon national pour porter préjudice à une nation amie. »

Le ministre américain, on le voit, le prend de très haut avec le commerce anglais, et loin de promettre, au nom de son gouvernement, une équitable réparation pour les inconvénients éprouvés par les négociants de bonne foi, il se borne à leur conseiller de s'en prendre à ceux de leurs compatriotes qui abusent du privilège du pavillon national.

Nous avons dit, il y a quelques jours, que les armateurs du Sea-Queen, en partance pour Matamoros, avaient, dans une entrevue avec le comte Russell, suggéré l'idée de mettre à bord de leur navire, à leurs propres frais, un agent de l'administration des postes anglaises, dont la présence constituerait une garantie, que les croiseurs américains respecteraient probablement. Le comte Russell avait promis d'examiner cette proposition. Mais il paraît qu'il n'est résulté de cet examen que tout bien considéré, le gouvernement préfère ne pas confier de dépêches aux navires anglais se rendant au Mexique que de les garantir contre les procédés sommaires des croiseurs fédéraux. C'est ce qui résulte d'une lettre adressée par ordre du comte Russell à MM. James, J. Bennet et Wake, armateurs du Sea-Queen, en date du 18 avril courant.

Ainsi, à partir de ce moment, le gouvernement anglais reconnaît implicitement aux croiseurs fédéraux le droit d'interdire tout commerce entre l'Angleterre et certains ports du Mexique. Il n'est pas même sûr qu'il réclamera contre la saisie du Dolphin, se rendant d'un port anglais dans un port anglais. Il faut avouer qu'il y a là de quoi bouleverser toutes les idées reçues ; et si cette tolérance inouïe de l'Angleterre ne cache pas un piège, elle révèle une étrange pusillanimité. E. MOUTRET.

CHRONIQUE LOCALE ET DÉPARTEMENTALE.

EXPOSITION DE PEINTURE

Le Constitutionnel publie, sous la signature de M. Ernest Chesneau, les considérations suivantes au sujet de la note du Moniteur, relative à l'exposition des œuvres d'art refusées par le jury :

L'importance de cette mesure libérale, due à l'initiative personnelle de l'Empereur, n'échappera à personne. Elle soulève une grave question, celle du jury appliqué aux expositions de beaux-arts, et cette autre question : Le jury avait-il été trop sévère ? — Sur ce dernier point, nous répondrons d'avance : Oui et non.

Oui, si l'on se place au point de vue des intérêts particuliers de telles personnes fort honorables, d'un talent médiocre, qui attendent du jury une sorte de brevet de capacité pour exercer leur industrie de professeur de dessin, ou qui lui demandent la satisfaction d'une vanité, d'un amour-propre excessifs.

Non, si l'on ne consulte, au contraire, que les intérêts généraux, plus vastes et plus hauts : ceux de l'art français menacé par l'invasion croissante des médiocrités ; si l'on veut que nos expositions nous fassent honneur aux yeux des étrangers qui, de tous les points de l'Europe, viennent les visiter.

L'Empereur, d'un mot, a coupé court à toutes réclamations, en sauvegardant la dignité du jury et la dignité de notre école nationale.

Néanmoins, nous considérons cette exposition des œuvres refusées comme tout à fait sérieuses ; et nous engageons très vivement, très sincèrement les artistes qui ont foi en leur talent, en leur avenir, s'ils ont échoué devant l'Institut, à profiter de cet appel au public et à la critique. Il peut fort bien se faire que la fatigue de ces longues séances, d'autres raisons encore que nous expliquerons à loisir, aient agi exceptionnellement sur le jury, de manière à lui laisser échapper non un chef-d'œuvre, mais quelque composition de valeur au moins égale à celle d'autres ouvrages qui auront obtenu un verdict favorable. Que les artistes qui se croient mal jugés acceptent cette révision

du juge suprême : le Public. Celui-ci saura faire justice des prétentions qui ne sont point fondées et rendre hommage aux vaincus que la fatalité et non le mauvais vouloir du jur y aurait atteints.

La mesure que vient de prendre l'Empereur, à propos de l'admission des œuvres présentées à l'exposition, a une grande portée artistique.

Cet appel fait, en dernier ressort, au public, rétablira bien des réputations à leur vraie valeur.

Le jury peut laisser passer inaperçues des œuvres ayant un vrai mérite.

L'artiste pourra voir son œuvre discutée, elle pourra être défendue, enfin il n'aura plus à craindre l'oubli, résultat du refus.

D'un autre côté, comme le dit l'auteur de l'article, l'art sérieux y gagnera, beaucoup d'artistes se drapent dans un dédain systématique, accusent les connaissances pratiques, la justice même du jury d'examen, et ne veulent plus tenter l'épreuve.

D'autres, trop vite découragés, arrivent à la même abstention, par trop de modestie, comme les premiers par trop d'orgueil, de là des artistes qui pourraient progresser et qui restent en chemin. La salle d'exposition des pros crits ne sera peut-être pas la moins curieuse.

Le Nord sera, dit-on, bien représenté. A ce propos, nous croyons pouvoir poser cette question :

Pourquoi Lille, le chef-lieu d'un des départements les plus importants, tarde-t-il tant à avoir son exposition ; l'exemple de nos voisins est bon à suivre.

Des villes beaucoup moins importantes ont eu leur exposition : Courtrai, entre autres ; nous ne parlons pas de Bruxelles, de Gand et d'Anvers qui ont régulièrement leur exhibition de peinture, à tour de rôle.

Nous recevons une nouvelle lettre sur le projet de fête de Roubaix. Chacun tient à donner son programme. Nous insérons cette lettre textuellement. Plus les avis seront divisés, plus on aura d'idées différentes, plus la fête aura de chances de réunir le nombre et la variété des éléments :

« Roubaix, le 27 Avril 1863.

« Monsieur le Rédacteur, »

« Vous avez déjà reproduit maintes et maintes fois, dans votre estimable journal, des lettres de vos abonnés sur les fêtes qui auront lieu au mois d'août pour l'inauguration des eaux de la Lys, permettez-moi, à mon tour, de vous donner quelques observations sur ce sujet.

« D'après ce que j'ai pu voir, la majeure partie de ceux dont vous avez inséré les lettres, désireraient que les deux villes de Roubaix et Tourcoing se réunissent pour la cavalcade des fastes historiques des deux villes.

« A mon avis, il me semble, qu'il vaudrait mieux que chaque ville fit sa cavalcade séparée ; de cette manière la cavalcade aurait lieu le lundi à Tourcoing et le mardi à Roubaix, si toutefois l'administration s'en tenait à son premier projet, d'après lequel l'inauguration aurait lieu le dimanche à Boussebecq, le lundi à Tourcoing et le mardi à Roubaix. Cela n'empêcherait pas de fêter les quatre jours à Roubaix. Ainsi le samedi (15 août) il y aurait, comme les autres années, distribution des prix aux diverses sociétés de la ville, pendant toute la soirée les deux sociétés de musique et les deux sociétés chorales exécuteraient alternativement des morceaux sur une estrade élevée sur la Grand-Place, ou bien encore sur le square Notre-Dame.

« Le lundi auraient lieu le festival de musique et de chant, le tir à la cible qui serait offert aux diverses sociétés musicales et aux corps des sapeurs-pompiers de la France et de l'étranger.

« Le matin du même jour : réception de toutes les sociétés étrangères qui pren-

g i r comme un guerrier, et non pas comme une femme. Nous devons exprimer nos opinions avec mesure, avec douceur, avec une ironie débonnaire, avec une sévérité badine, afin de ne blesser personne ; nous devons parfois feindre d'être battus, pour ménager à d'autres un petit triomphe ; nous devons laisser tomber ce qu'on attaque trop vivement, et ne pas attaquer ce qui a poussé des racines profondes sous la protection et l'égide de la société ; — autrement nous nous déclarons ses ennemis, nous qui avons besoin de son amitié, car nous vivons dans son sein, nous sommes ses enfants...

— Non ! interrompit vivement Berthe ; je renie cette mère-là. J'ai besoin d'être un enfant de mon époque pour ne pas me sentir isolée. Ainsi j'ai de moins une mère qui, en dépit de ses défauts, de ses folies, de ses maladies, possède cependant assez de force pour nourrir son enfant. Mais être fille de notre société, qui n'est qu'une fraction de notre époque, et assurément pas la plus vivace — je repousse cela de toutes mes forces.

M^{me} d'Auvers essaya, par courtoisie, de sourire de ces après sentiments ; mais elle eut une peine inouïe à y parvenir. Puis elle dit, avec plus d'aigreur qu'elle ne s'en permettait d'ordinaire :

« Si tu n'es pas une enfant de la société, tu te conduis au moins comme un enfant à son égard. Avec la petite rage de destruction du jeune âge, tu fracasses le colifichet à mille facettes qu'elle te présente, au lieu de le considérer, comme nous, d'un œil amical.

— Oh ! la société me conviendrait parfaitement si nous la regardions tous comme un colifichet qui sert à tuer quelques heures de loisir. Mais on la considère

comme la loi irrévocable sur laquelle on doit modeler son existence ; et comme elle a uniquement pour principe de poursuivre le succès, et pour règle de sauver les dehors, elle impose à ses adeptes une vie, sinon de mensonge, au moins d'apparence, qui vicie et même ruine fatalement leurs meilleures qualités. Son code se résume en ceci : « Fais ce que tu veux mais aie soin de garder les dehors, et je te protégerai envers et contre tous. » Ces principes-là énervent ; la faiblesse s'empare des âmes, et la vanité et l'hypocrisie, ces enfants de la faiblesse, s'y affermissent. Et l'on tolérerait en souriant un état de choses qu'on abhorre ! Non, pour ma part, je proteste.

— Mon excellente Berthe, dit M^{me} d'Auvers, toutes tes protestations n'auront pas d'autre effet que de te rendre nulle dans la société, en dépit de ton esprit et de ton excellent caractère. Quand on veut agir sur elle, il faut être souple, et tu es... opiniâtre.

— C'est vrai, dit la marquise avec un sourire d'indolente tristesse ; je le suis devenue pour pouvoir être ferme. Je ne me fais pas meilleure que je ne suis.

— Loin de là, reprit M^{me} d'Auvers profondément touchée ; tu te fais, au contraire, moins bonne, car l'opiniâtreté n'est qu'une cuirasse pour ton noble cœur.

— Il faut que je la porte, répliqua froidement Berthe : trop de flèches empoisonnées volent dans cette atmosphère.

— Vous l'entendez ! dit M^{me} d'Auvers à Achille, mon aimable belle-sœur voit en nous des pestiférés dont elle craint la contagion. Que ferons-nous pour la rassurer sur l'état sanitaire de nos cœurs ?

Achille, prenant comme elle le ton de la plaisanterie :

« Nous pourrions, par exemple, essayer d'être sincères et reconnaître que l'état de la société est passablement corrompu, parce qu'il est artificiel : c'est un navire imposant, mais qui fait eau.

— Eh bien, Berthe, es-tu contente de l'adepte ?

— Nullement, car M. Ducrozet plaisantait, tandis que je parle sérieusement. Au reste, je ne tiens pas à faire des prosélytes ; je vais mon chemin avec autant de vérité et de simplicité que possible ; mais quand même je cheminerais toute seule, peu importe.

— M^{me} la marquise, demanda Achille d'un ton un peu railleur, ne me prendrez-vous point pour un de ces pestiférés du monde, si je me permets une comparaison à votre égard ?

— Allez toujours, répondit-elle en souriant ; un peu plus ou un peu moins, qu'est-ce que cela fait ?

— Eh bien donc, je me permets de vous dire que vous êtes un ange...

— Chassant la société du paradis avec un glaive flamboyant, n'est-ce pas ? s'écria gaiement Berthe.

— Non, mais l'ange que l'orgueil précipita du ciel. Vous êtes si fière que vous voulez rester isolée et abaisser les yeux sur nous du haut de votre sphère sublimée.

Berthe se tut. M^{me} d'Auvers, ravie en secret de voir l'entretien terminé de cette façon, adressa encore à Achille quelques questions indifférentes sur d'autres objets et la soirée finit là.

« La marquise de Valrive est par trop présomptueuse, se disait Achille. La pu-

reté des sentiments, la noblesse de l'âme, une conduite irréprochable sont d'excellentes choses quand elles sont naturelles ; mais elles perdent leur mérite à nos yeux chez qui en fait parade. Cependant la marquise est extrêmement intéressante, en dépit ou peut-être à cause de son opiniâtreté ; car cette opiniâtreté la sauve de l'inconsistance des femmes, qui peut devenir un terrible fardeau pour nous, quoique notre amour-propre nous persuade que nous aurions la force de le porter et de servir d'appui à notre compagne. Marcher de conserve avec une femme serait un grand bonheur. »

Le caractère de Berthe était à ses yeux comme une médaille : selon qu'il en regardait la face ou le revers, la marquise était un ange ou un démon. C'était la seule femme qu'il ne se flattât point de pénétrer du premier coup d'œil. Du reste, qu'il l'appelât bon ou mauvais ange. Elle s'en inquiétait peu ; elle était tellement d'une seule pièce qu'elle ne remarquait pas même si on l'approuvait ou la contredisait. Saisi d'un respect involontaire pour cette indépendance, il lui dit un jour en plaisantant qu'elle lui imposait par son maintien de Minerve. Il y avait dans cette plaisanterie plus de sérieux qu'il ne se l'avouait à lui-même ; pour rien au monde il n'eût osé exprimer devant Berthe un sentiment équivoque. Pourquoi cela ? Pourquoi, sans lui témoigner le moindre intérêt, la marquise lui imposait-elle au point qu'en sa présence il rougissait d'être un homme vulgaire ? Il brûlait de le savoir, et il se mit à l'étudier scrupuleusement.

Elle ne dominait pas dans la société. Elle occupait deux petites pièces chez sa belle-sœur et n'avait d'autre domestique

que sa femme de chambre ; elle était en deuil ; on ignorait si elle avait une immense fortune ou une maigre rente ; elle parlait peu, exprimait son opinion sans réserve et ne blâmait ni ne louait d'après les autres ; elle avait un talent divin qu'elle interdisait froidement et catégoriquement d'admirer, — comment eût-elle régné dans un salon ?

Serait-elle belle peut-être ? se demandait Achille. — Il eut beau la considérer avec attention, elle ne l'était pas ; elle ne possédait même point cette mobilité de la physionomie qui rend maintes femmes séduisantes dans des moments de vivacité et d'animation. Elle n'avait point l'organisation fine, nerveuse, d'où naît ce genre de charme. Ses traits, fort accusés, grâce à son extrême maigreur, manquaient de la régularité qui, dans un visage de femme, reconcilie avec un caractère un peu dur. Ses yeux, qu'involontairement on cherche d'abord, étaient doux et grands ; mais presque toujours les paupières étaient lourdes, fatiguées, rougeâtres. La bouche, grande et sans grâce, ne décelait que des souffrances. Les beautés de second ordre : la chevelure, le teint, les dents — rien n'était distingué. Achille en vint avec une sorte d'effroi à cette conclusion : elle est laide ! Comment se peut-il même qu'elle paraisse intéressante ? Son œil s'arrêta alors sur le front de Berthe ; marqué au coin d'un calme et d'une fermeté admirables, ce front donnait à tout le visage l'expression d'une haute intelligence. « Un clair de lune sur une ruine », se dit-il, puis il sourit de sa comparaison sentimentale.

M^{me} LA COMTESSE HAHN-HAHN.

(La suite au prochain numéro).